

## VERTALING

N. 2001 — 1887

[C — 2001/2 9274]

**12 JULI 2001. — Décret tot aanpassing van de Middelenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**Enig artikel.** De middelen voorzien op de Middelenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 worden als volgt aangepast :*(In miljoen frank)*

	Beginevaluatie	Aanvulling	Vermindering	Aangepaste evaluatie
Lopende ontvangsten (Titel I)	252 879,9	3 315,4	—	256 195,3
Kapitaalontvangsten (Titel II)	54,7	—	—	54,7
Opbrengsten uit leningen met een looptijd langer dan 1 jaar (Titel III)	6 700,0	—	—	6 700,0

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.  
Brussel, op 12 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de  
« O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 181-1. — Verantwoordingsprogramma, nr. 181-1 (bijlage 1). — Verslag, nr. 181-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en stemming. Zitting van 4 juli 2001.



F. 2001 — 1888

[C — 2001/29278]

**12 JUILLET 2001. — Décret visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE Ier. — Définitions****Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air instauré par le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française;

3° COIB : le Comité olympique et interfédéral belge.

**CHAPITRE II. — De la reconnaissance du COIB****Art. 2.** Le Gouvernement peut reconnaître le COIB pour les actions qu'il mène au bénéfice des fédérations sportives reconnues par la Communauté française, de leurs cercles affiliés et de leurs membres tels qu'ils sont définis dans le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française.**Art. 3.** Pour être reconnu, le COIB doit remplir les conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° communiquer une copie de ses statuts, de tout règlement pris en application de ceux-ci et de toutes modifications qui leur sont apportées;

3° avoir son siège en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4° avoir une activité régulière conforme à son objet.

**Art. 4.** La demande de reconnaissance du COIB ainsi que ses annexes sont introduites auprès du Gouvernement sous pli recommandé à la poste.

**Art. 5.** 1° La reconnaissance est accordée par le Gouvernement pour une durée de huit ans, après avis du Conseil supérieur;

2° la décision relative à la reconnaissance est notifiée au COIB sous pli recommandé à la poste.

**Art. 6.** Le Gouvernement organise les voies de recours contre la décision de non-reconnaissance ou contre l'absence de décision.

**Art. 7.** En cas de manquement à une des obligations du présent décret, la reconnaissance du COIB peut être suspendue ou retirée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur et après que le COIB ait été invité à faire valoir ses arguments.

**Art. 8.** Le Gouvernement organise les voies de recours contre les décisions de suspension ou de retrait de la reconnaissance.

### CHAPITRE III. — *De l'octroi de subventions au COIB*

**Art. 9.** Dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet, le Gouvernement peut octroyer au COIB :

1° une subvention annuelle de fonctionnement comprenant :

a) une partie forfaitaire;

b) une intervention dans les dépenses de personnel d'expression française;

2° une subvention complémentaire éventuelle.

**Art. 10.** La partie forfaitaire de la subvention de fonctionnement prévue à l'article 9, 1°, est fixée à 500 000 francs.

Elle est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui du mois qui précède l'entrée en vigueur de la présente disposition.

**Art. 11.** 1° L'intervention dans les dépenses de personnel prévue à l'article 9, 1°, b), couvre une partie des rémunérations payées par le COIB aux membres de son personnel d'expression française employés durant l'année civile antérieure à temps plein ou à temps partiel avec un minimum d'un mi-temps.

2° Les rémunérations comprennent le montant brut du traitement, du pécule de vacances et des allocations ou primes de fin d'année ainsi que les cotisations et interventions diverses payées du chef de l'employeur en application de la législation en matière de sécurité sociale.

3° Le nombre maximum de membres du personnel pouvant être pris en compte pour le calcul de la subvention est fixé à 7.

4° Le Gouvernement fixe le montant de la rémunération pouvant être pris en considération en tenant compte de la nature des fonctions exercées, de l'ancienneté de service des personnes concernées au sein du COIB ou d'une fédération sportive, de leur âge et de leur qualification.

5° Le Gouvernement fixe le pourcentage de son intervention avec un maximum de nonante pour cent.

**Art. 12.** La subvention complémentaire prévue à l'article 9, 2°, fait l'objet d'une demande définissant les actions envisagées en matière :

1° d'aide aux sportifs de haut niveau et aux espoirs sportifs affiliés aux fédérations sportives reconnues et désignés par le COIB ou conformément aux dispositions du chapitre III du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française. Ces actions peuvent concerner toute intervention contribuant directement ou indirectement à l'épanouissement des sportifs en vue d'une participation aux Jeux olympiques, aux Jeux paralympiques ainsi qu'aux grandes compétitions sportives internationales leur permettant de se préparer ou de se qualifier pour ceux-ci;

2° de lutte contre le dopage.

**Art. 13.** Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction de la demande de subvention et du calcul de celle-ci.

**Art. 14.** Les subventions visées à l'article 9, 1°, a) et b), sont versées au COIB dans le courant du premier semestre de l'année en cours.

**Art. 15.** Au cours du premier semestre, une avance sur la subvention complémentaire visée à l'article 9, 2°, peut être versée au COIB. Cette avance ne peut être supérieure à cinquante pour cent du montant de la subvention complémentaire octroyée l'année précédente.

### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** Le COIB, à toute occasion, est tenu de faire mention de sa reconnaissance par la Communauté française.

**Art. 17.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 12 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—————  
Note

(1) *Session 2000-2001.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 158-1. Rapport, n° 158-2.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 4 juillet 2001.

—————  
VERTALING

N. 2001 — 1888

[C — 2001/29278]

**12 JULI 2001. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring  
van het Belgisch Interfederaal en Olympisch Comité (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In dit decreet wordt verstaan onder :

1° Regering : de Franse Gemeenschapsregering;

2° Hoge Raad : de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en recreatie in open lucht, ingesteld door het decreet van 23 december 1988 tot oprichting van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en recreatie in open lucht bij de Executieve van de Franse Gemeenschap;

3° BOIC : het Belgisch Interfederaal en Olympisch Comité.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning van het BOIC*

**Art. 2.** De Regering kan het BOIC erkennen voor acties dat zij onderneemt ten behoeve van de door de Franse Gemeenschap erkende sportfederaties, hun aangesloten clubs en hun leden zoals bedoeld in het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** Om te worden erkend, moet het BOIC de volgende voorwaarden vervullen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° een afschrift bezorgen van haar statuten, van ieder reglement die krachtens deze statuten genomen wordt en alle latere wijzigingen;

3° haar zetel hebben in het Franstalig landsgedeelte of in het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad;

4° een reguliere activiteit uitoefenen in overeenstemming met haar doel.

**Art. 4.** De erkenningsaanvraag van het BOIC alsook haar bijlagen worden per aangetekend schrijven ingediend bij de Regering.

**Art. 5.** 1° De erkenning wordt toegestaan door de Regering voor een termijn van acht jaar, na advies van de Hoge Raad;

2° de beslissing inzake de erkenning wordt aan het BOIC meegedeeld via aangetekend schrijven.

**Art. 6.** De Regering regelt de wijzen om beroep aan te tekenen tegen de weigering of het uitblijven van een beslissing.

**Art. 7.** Bij verzuim aan één van de verplichtingen uit dit decreet kan de erkenning van het BOIC wordt geschorst of ingetrokken door de Regering, na advies van de Hoge Raad en nadat het BOIC uitgenodigd werd haar argumenten uiteen te zetten.

**Art. 8.** De Regering regelt de wijzen van beroep tegen de schorsing of intrekking van de erkenning.

HOOFDSTUK III. — *Het verlenen van subsidies aan het BOIC*

**Art. 9.** De Regering kan, binnen de perken van de hiertoe voorziene begrotingskredieten, de volgende subsidies verlenen aan het BOIC :

1° een jaarlijkse werkingstoelage bestaande uit :

a) een forfaitair gedeelte;

b) een tegemoetkoming in de uitgaven van het Franssprekend personeel;

2° een eventuele bijkomende toelage.

**Art. 10.** Het forfaitair gedeelte van de in artikel 9, 1°, voorziene werkingstoelage is vastgelegd op BEF 500 000 BEF.

Zij is onderhevig aan de schommelingen van de index der consumptieprijzen, waarbij als beginindex wordt genomen diegene van de maand die voorafgaat aan de inwerkingtreding van deze bepaling.

**Art. 11.** 1° De tegemoetkoming in de personeelsuitgaven, zoals bedoeld in artikel 9, 1°, b), dekt een deel van de bezoldigingen die worden uitbetaald door het BOIC aan de Franssprekende personeelsleden die voltijds of deeltijds (minimum 50%) tewerkgesteld waren tijdens het vorig kalenderjaar.

2° De bezoldigingen omvatten het brutoloon, het bruto vakantiegeld en de brutotoelagen of -eindejaarspremies alsmede de verschillende bijdragen en tussenkomsten die betaald worden door de werkgever krachtens de sociale zekerheidswetgeving.

3° Het maximum aantal personeelsleden dat in aanmerking kan worden genomen bij de berekening van de toelage is vastgelegd op 7.

4° De Regering bepaalt het bedrag van de bezoldiging dat in aanmerking kan worden genomen, rekening houdend met de aard van de functies, de dienstanciënniteit van de betrokken personen in het BOIC of in een sportfederatie, hun leeftijd en hun bekwaamheid.

5° De Regering bepaalt het percentage van haar tegemoetkoming met een maximum van negentig procent.

**Art. 12.** Voor de in artikel 9, 2°, bedoelde bijkomende toelage moet een aanvraag worden ingediend met vermelding van de acties die worden ondernomen op het vlak van :

1° de bijstand aan topsporters en sportbeloften die zijn aangesloten bij sportfederaties die zijn erkend en aangeduid door het BOIC of overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III van het decreet van 29 april 1999 houdende de organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap. Deze acties kunnen betrekking hebben op iedere tussenkomst die al dan niet rechtstreeks de ontwikkeling van sportbeoefenaars ten goede komt en deze kan brengen tot een deelname aan de Olympische Spelen, de Paralympische Spelen en alle andere internationale sportcompetities die deze sporters in staat stelt zich voor te bereiden of te kwalificeren voor deze competities;

2° de strijd tegen het dopinggebruik.

**Art. 13.** De Regering bepaalt de wijzen voor de indiening van de subsidiëringsaanvraag en de berekening hiervan.

**Art. 14.** De in artikel 9, 1° a) en b), bedoelde toelagen worden uitbetaald aan het BOIC tijdens het eerste semester van het lopend jaar.

**Art. 15.** Tijdens het eerste semester kan een voorschot op de in artikel 9, 2°, bedoelde bijkomende toelage uitbetaald worden aan het BOIC. Dit voorschot mag niet hoger zijn dan vijftig procent van het bedrag van de bijkomende toelage die het jaar voordien was toegekend.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 16.** Het BOIC is, bij iedere gelegenheid, verplicht melding te maken van zijn erkenning door de Franse Gemeenschap.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 12 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.",  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 158-1. Verslag, nr. 158-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en stemming, Zitting van 4 juli 2001.